

SCHEMA DIRECTEUR DEVELOPPEMENT DURABLE – SOUS-PARTIE 2 – PROGRAMME HQE

PROGRAMME DU CANAL SEINE-NORD EUROPE



CSNE

Niveau de confidentialité : Restreint

Classe du document : Pour approbation

Date de mise à jour : 27/09/2022

Émetteur	Marché cible	Secteur	Phase	Classement	Domaine	Ouvrage	Type doc	Num.	Ind.
CSNE	M000	T	B	PROG	HQE_	CSNE_	SDDD	0002-00	C

TABLE DES RÉVISIONS

Ind.	Date	Raison d'émission de version	Rédacteur	Contrôleur interne	Approbateur interne
A	19/02/2020	Emission du document à partir du projet de SDDD validé par le Conseil de Surveillance : Délibération n° CS - 2019-4 du Conseil de surveillance en date du 18 décembre 2019	GPI / MVE	DPO	
B	25/03/2021	Mise en conformité avec le nouveau profil HQE	GPI	/	SBL
C	27/09/2022	Mise en cohérence des actions HQE au regard du tableau de suivi des actions HQE	GPI	/	SBL

Ce document nécessite le VISA d'approbation du MOA :

Indice de version	Vérification MOA par :	Approbation MOA par :	VISA approbateur MOA :
C	JC. MARZIN	J. DEZOBRY	

TABLE DE DIFFUSIONS

Le S3D est diffusé à l'ensemble des prestataires de la SCSNE

REFERENCE DU DOCUMENT PROPRE A L'EMETTEUR (REFERENCE EXTERNE)

--

OBJET DU DOCUMENT

Le présent document présente le programme HQE du projet de canal Seine Nord Europe selon le référentiel HQE_{infrastructures} de CERTIVEA.

Ce référentiel comporte 17 objectifs répartis sur les 4 piliers du développement durable.

Ces objectifs ont été hiérarchisés à partir du diagnostic et de l'identification des enjeux du projet, par un travail de l'ensemble de l'équipe de la SCSNE (en séminaire interne puis au sein de chaque trinôme pilote d'objectif, enfin lors d'une auto-évaluation générale lors d'un audit blanc). Ainsi,

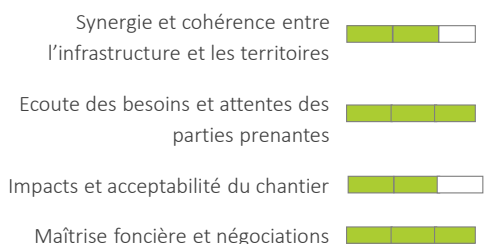
- 4 objectifs sont considérés comme majeurs, pour lesquels la SCSNE s'engage à mettre en œuvre des actions multiples et particulièrement ambitieuses, de niveau 3
- 10 objectifs sont considérés comme prioritaires, pour lesquels la SCSNE s'engage à mettre en œuvre des actions volontaires, au minimum de niveau 2,
- 3 objectifs sont considérés comme des objectifs fondamentaux, pour lesquels la SCSNE s'engage à mettre en œuvre les actions réglementaires, au minimum de niveau 1.

Le profil HQE ci-après présente cette hiérarchisation.

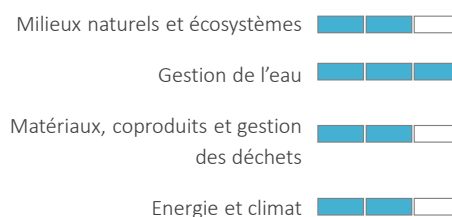
LE PROFIL HQE DU CSNE :

Le profil HQE retenu dans le respect de la méthodologie CERTIVEA, précise les objectifs sur lesquels la SCSNE se propose de mettre l'accent, en complément des actions qu'elle mène par ailleurs dans le cadre de partenariats avec les acteurs du territoire.

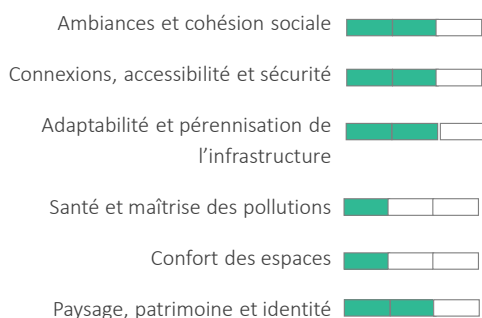
Management responsable



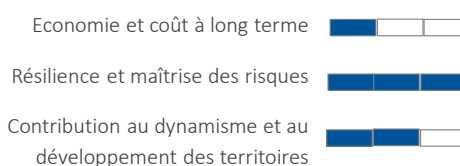
Respect de l'environnement



Qualité de vie



Performance économique



Légende :

Objectif fondamental	Respect au minimum de la réglementation
Objectif prioritaire	Mise en œuvre d'actions volontaires
Objectif majeur	Choix d'actions ambitieuses et multiples

Le programme HQE présente, ci-après, pour chacun des objectifs, les enjeux identifiés et les actions à mettre en place pour répondre à ces enjeux.

Les modalités de mesure de l'atteinte des ambitions d'un objectifs sont précisées au sein d'une instruction interne au projet CSNE (Instruction n°05 – Maîtrise de la démarche HQE).

Management responsable : Objectifs 1 à 4

OBJECTIF 1. SYNERGIE ET COHÉRENCE ENTRE L'INFRASTRUCTURE ET LE(S) TERRITOIRE(S)

Objectif prioritaire

A.1. Le diagnostic

Le CSNE doit être compatible avec les documents de programmation et planification, comme les SCoT des 9 territoires concernés, les documents d'urbanisme des communes et les documents de planification et gestion relatifs à la ressource en eau, au climat, à l'air et à l'énergie, à la biodiversité, aux déchets, au sous-sol.

Le CSNE est souvent présenté dans les SCOT comme un projet structurant des territoires et une opportunité pour :

- le développement de l'intermodalité, par la création de plateformes et de quais,
- la réduction du trafic routier de marchandises et une amélioration du cadre de vie,
- l'implantation de nouvelles entreprises, des secteurs industriels et tertiaires,
- la création d'emplois durant le chantier, et d'emplois plus pérennes,
- le renforcement de la compétitivité des productions agricoles,
- le développement d'activités touristiques.

Les SCOT soulignent également la consommation foncière due au projet, notamment de terres agricoles, la modification profonde du paysage et la nécessité de préserver la ressource en eau. Certains font des préconisations plus précises, par exemple en matière d'aménagements paysagers, pour l'installation d'éoliennes, de haltes nautiques... De la même manière, le projet de SRADDET érige le CSNE comme un levier majeur du développement industriel, logistique et d'aménagement durable des Hauts-de-France.

Ceci illustre que le projet CSNE a fait l'objet, grâce au dialogue entre le MOA et les territoires à toutes les phases de son élaboration, d'une bonne appropriation par les territoires. Ceux-ci raisonnent leur développement et leurs aménagements en intégrant le CSNE. Ils ont eu l'occasion d'exprimer, en outre, leurs attentes et projets en termes d'aménagements et de mesures d'accompagnement de l'infrastructure, dans le cadre de l'élaboration en cours des Contrats Territoriaux de Développement. Les propositions portent à la fois sur des objets importants (plateformes multimodales, qui relèvent d'initiatives des collectivités, cheminements doux, valorisation touristique...).

A.2. Les enjeux

Les collectivités territoriales ont des attentes nombreuses et variées (cf. objectif 2), certaines relevant du champ de compétence de la SCSNE, d'autres non. S'inscrire dans les projets des collectivités ou les accompagner porte sur les enjeux suivants :

- S'inscrire dans les documents d'urbanisme et autres documents de planification et programmation des collectivités,
- Structurer et optimiser les partenariats entre la SCSNE et les territoires
- Concevoir le projet en tenant compte des enjeux d'insertion du csne dans les territoires (environnement, cadre de vie, urbanisme...)
- Définir le devenir du Canal Latéral à l'Oise et du Canal du Nord avec les collectivités et VNF,
- Être force de proposition vis-à-vis des collectivités pour valoriser les emprises du canal (énergie, loisir, tourisme...) (Cf Objectif 4),

A.3. Les actions et leurs niveaux de performance

Pour répondre à ces enjeux, les actions principales proposées sont (non exhaustif) :

Niveau 1 : S'assurer de la compatibilité réglementaire du CSNE avec les documents de planification et programmation (sauf pour les cas soumis à dérogation au SDAGE et encadré par un arrêté préfectoral) ; Conduire la concertation en phase conception.

Niveau 2 : Chercher une synergie entre le CSNE et les projets des territoires ; Accompagner (appui technique) les collectivités territoriales et acteurs privés dans leurs projets de quais et de ports intérieurs ; Définir et mettre en œuvre un dispositif de concertation participation ; Mettre en œuvre la phase opérationnelle de la démarche Grand chantier ; Définir les opportunités générées par le projet concernant les matériaux excédentaires utiles à des projets d'aménagement.

Niveau 3 : Proposer des formats innovants de concertation.

OBJECTIF 2. ECOUTE DES BESOINS ET ATTENTES DES PARTIES INTERESSES**Objectif majeur****A.1. Le diagnostic**

Les attentes des **financeurs** portent sur :

- L'optimisation du réseau de transport pour l'Union européenne,
- L'optimisation du réseau de transport et de l'exploitation du futur canal pour l'Etat (tutelle de VNF),
- L'emploi, la formation, l'insertion professionnelle, l'attractivité économique (industrie, logistique, tourisme) et les enjeux d'aménagement du territoire pour les collectivités,
- La maîtrise du programme et des coûts.

Les attentes de **l'Etat**, dans la diversité de ses missions et services, sont de veiller au respect de la réglementation en matière d'environnement, du travail, de la sécurité, la sûreté des populations et de contribuer à la lutte contre les exclusions et au développement économique local.

VNF en tant que gestionnaire du Domaine public fluvial, exploitant du réseau existant et du futur CSNE a les attentes suivantes :

- Minimiser l'impact de la réalisation du CSNE sur l'exploitation des canaux existants,
- Garantir l'exploitabilité et la maintenabilité du futur canal.

Les collectivités territoriales ont des attentes nombreuses et variées. Elles ont exprimé leurs souhaits et préoccupations à toutes les étapes de concertation et consultation sur le projet et au sein des contrats territoriaux de développement en cours d'élaboration ; Ces attentes portent notamment sur :

- Le tracé du CSNE et son insertion dans le territoire,
- Les aménagements relatifs aux plateformes et aux quais, et ceux figurant dans le programme du CSNE, portant sur la gestion de l'eau, les rétablissements des réseaux (routiers, hydrauliques, énergie...), la sécurité, la gestion des nuisances etc.
- Le devenir des canaux existants,
- Des aménagements touristiques et de loisirs, en faveur des randonnées pédestres ou cyclistes, de la pêche, de la chasse, d'activités nautiques, de belvédères, mur d'escalade, aires de jeux et de détente etc.,

- Des aménagements écologiques, paysagers ou hydrauliques comme des passages à faune, des berges lagunées, la plantation de ripisylve, la végétalisation des talus et dépôts, la restauration de rivières, l'aménagement de marais, la prise en compte des risques d'inondation,
- Les retombées positives du projet pour les entreprises du territoire,
- L'accueil du chantier avec plusieurs propositions de création de bases de vie (pôle d'habitat et de services) et la réduction de ses nuisances,
- Des compensations financières, pour pallier notamment les pertes de fiscalité foncière.

Les agriculteurs sont des acteurs particulièrement concernés par le projet puisque le canal et les zones de dépôts se situeront à 85% sur des terres agricoles. La filière agricole joue un rôle très important dans le développement économique local et sera un des principaux bénéficiaires du projet qui lui permettra de réaliser d'importants gains de compétitivité. Les représentants des agriculteurs, associés depuis le début du projet, ont exprimé des attentes très fortes, en particulier sur la limitation du prélèvement foncier, sur le maintien du potentiel économique des exploitations. Plusieurs protocoles ont été signés, tant sur les indemnisations que sur la gestion des dépôts (cf. objectif 4).

Les associations, les riverains et les habitants des territoires concernés - Les associations défendent le cadre de vie des riverains, l'environnement, le développement local ou les préoccupations des chasseurs et pêcheurs. Elles peuvent être force de propositions et d'importants relais d'opinions ayant accès facilement aux décideurs locaux, nationaux et aux médias. Sur le territoire du CSNE, le projet bénéficie à ce stade d'une relativement bonne acceptabilité qu'il convient d'entretenir. Seules des associations d'envergure nationale se sont opposées au projet, comme France nature environnement ainsi que des partis politiques (EELV, LFI...). Les fédérations de chasse, se sont mobilisées surtout pour obtenir des passages pour la grande faune. Quelques riverains et professionnels sont hostiles au projet car ce dernier va impacter leurs biens et activités. Les habitants du territoire attendent à la fois une limitation des nuisances du chantier et des retombées positives en termes d'emploi, d'image et d'attractivité de leur territoire. Les réserves sur les nuisances du chantier sont l'objet de l'objectif 3 et les impacts fonciers celui de l'objectif 4.

Les acteurs économiques sont intéressés par le chantier, d'une part, qui générera une activité importante (travaux publics, aménagements environnementaux, services aux chantiers...) et par la mise en service du canal, d'autre part, qui réduira les coûts et temps de transport, facteurs de compétitivité. On peut distinguer les chargeurs déjà utilisateurs des canaux actuels, les potentiels chargeurs (industriels, logisticiens...), les transporteurs fluviaux et multimodaux, les ports maritimes et fluviaux, les professionnels du tourisme et globalement les opérateurs économiques qui bénéficieront du chantier.

A.2. Les enjeux

L'écoute et la prise en compte des besoins et attentes des parties intéressées porte sur les enjeux suivants :

- Prendre en compte l'ensemble des parties prenantes : les financeurs, l'Etat, VNF, les collectivités (au-delà de l'inscription dans les projets d'urbanisme, traité en objectif 1), la profession agricole, les riverains, les habitants, les associations, les acteurs économiques,
- Faire connaître et comprendre le projet,
- Faire accepter le projet,
- Favoriser l'adhésion et l'appropriation du projet par les acteurs du territoire : optimiser les retombées du CSNE source de développement durable.

A.3. Les actions et leurs niveaux de performance

Pour répondre à ces enjeux, les actions principales proposées sont

Niveau 1 : Recenser les parties intéressées et les tenir à jour en temps réel ; Recenser les activités existantes à proximité du CSNE susceptibles d'être impactées ; Mener la concertation réglementaire.

Niveau 2 : informer et communiquer, expliquer les choix, mener la concertation volontaire.

Niveau 3 : Assurer un suivi de l'impact du projet (mises en place d'observatoires) ; Développer des partenariats qui valorisent les compétences du territoire au bénéfice de l'appropriation du projet

OBJECTIF 3. IMPACTS ET ACCEPTABILITÉ DU CHANTIER

Objectif prioritaire

A.1. Le diagnostic

Les nuisances et pollutions du chantier : La modélisation acoustique montre qu'aux horizons 2030 et 2060, la contribution acoustique du canal reste inférieure aux seuils réglementaires de 60 dB(A) de jour et de 55 dB(A) de nuit. Les niveaux les plus élevés sont obtenus au droit des écluses de Montmacq et Noyon, où des quartiers d'habitation sont proches du canal, tout en restant inférieurs aux seuils retenus. Le long de la section courante, des niveaux sonores allant jusqu'à 52 dB(A) sont calculés pour les habitations les plus proches du tracé au niveau des villages de Clairoix, Pimprez, Catigny, Manancourt, Etricourt-Manancourt et Allaines. Pendant les travaux (2 à 3 ans pour la construction des écluses), les zones les plus soumises à des nuisances sonores sont les mêmes que celles qui seront concernées par une augmentation du niveau acoustique en phase d'exploitation, de même que quelques habitations du village d'Ytres.

Le chantier aura un impact en termes de pollution lumineuse car les travaux sont susceptibles de se dérouler la nuit. En phase d'exploitation, des systèmes d'éclairage à détection sont envisagés au droit des écluses.

Concernant la qualité de l'air, le CSNE devrait globalement réduire les émissions de polluants atmosphériques, mais pendant les travaux, ces émissions vont s'accroître en raison des terrassements et de la circulation des engins.

Les opérations de dragage peuvent générer des pollutions olfactives.

Les travaux sont aussi à l'origine de dégradation et congestion des voiries. Ils généreront également des modifications des déplacements, des modifications provisoires du paysage (les modifications définitives sont traitées dans l'objectif 14), et des modifications des activités de loisirs.

Les rétablissements routiers, ferrés et autoroutiers : Le territoire traversé bénéficie d'infrastructures de transport majeures et le projet va intercepter 3 autoroutes, 2 voies ferrées, 5 routes départementales principales et un important réseau de routes et de voies communales. Ces voies seront rétablies et nécessiteront la construction de 2 ponts-canaux franchissant les autoroutes A26 et A29, 3 ponts ferrés et environ 56 ponts routes. Ces travaux sont source de perturbation des déplacements, et comportent des risques élevés en termes de coûts, de planning, d'interface avec les travaux du CSNE.

Par ailleurs, le CSNE interceptera des réseaux souterrains d'eau, de gaz, d'électricité, de communication.

A.2. Les enjeux

Les enjeux en matière de nuisances du chantier et de rétablissement des réseaux et voies de transport consistent à :

- Réduire les nuisances du chantier,
- Sécuriser et maintenir les captages d'eau potable en phase travaux
- Anticiper et réduire tout impact sur les réseaux des concessionnaires ou gestionnaires
- Réduire les risques dus au chantier (environnementaux, sur les personnes)
- Communiquer sur l'avancement du chantier auprès des riverains et des usagers des infrastructures impactées et valoriser le chantier auprès des ouvriers, des riverains, du grand public

A.3. Les actions et leurs niveaux de performance

Pour répondre à ces enjeux, les actions principales proposées sont

Niveau 1 : Identifier les nuisances à venir ; Protéger les riverains contre les nuisances sonores et les émissions de poussières ; Éviter les zones sensibles et réduire les nuisances dues aux déplacements ; Assurer le suivi des nuisances du chantier ; Préserver la qualité des eaux souterraines ; Rétablir les réseaux ferrés, routiers et souterrains ; Prendre en compte les risques environnementaux (inondation, tassement de terrain, pollutions accidentelles...) ; Réduire les risques pour les personnes, appliquer la réglementation relative à la sécurité des travailleurs.

Niveau 2 : Maintenir les capacités de déplacement et la desserte des différentes zones ; Mettre en place un registre de suivi des réclamations ; Réduire les impacts sur la navigation fluviale ; Informer sur le projet.

Niveau 3 : Etudier la mise en place un système de monitoring innovant de suivi des nuisances du chantier.

OBJECTIF 4. MAITRISE FONCIERE ET NEGOCIATIONS

Objectif majeur

A.1. Le diagnostic

L'emprise du projet est de 2800 ha. Elle concerne le tracé du canal, les dépôts définitifs et les ouvrages annexes comme la retenue de Louette, les écluses avec leurs bassins d'épargne et voiries d'accès, les aménagements écologiques situés dans la DUP, et les rampes des rétablissements de voiries. Elle correspond pour 85 % à des terres agricoles.

Sur le secteur 1, les bâtiments localisés sous le tracé, les chemins, les bois et les terrains agricoles sont acquis par voie amiable ou expropriation ; les terrains agricoles plus au nord, sont acquis par voie d'aménagement foncier (procédure collective de restructuration parcellaire pilotée par le Département). La SCSNE s'est engagée, dans ses conventions avec la profession agricole sur le financement de vastes périmètres d'aménagement foncier agricole et forestier de manière à limiter le prélèvement sur les exploitations individuelles. La maîtrise foncière des sites d'aménagement écologique situés en dehors de la DUP prend la forme d'une acquisition ou d'un conventionnement.

Parmi les emprises du projet, la majeure partie sera du domaine public fluvial géré par VNF, une autre partie pourra être rétrocédée. Enfin, ces emprises pourront être valorisées pour différents types d'activités : agriculture, production d'énergie renouvelable, projets d'aménagement etc.

Au-delà des surfaces à acquérir, les travaux requièrent l'occupation provisoire de terrains. Le chantier générera également des risques de pollutions accidentelles, d'émission de poussières, de coupure de routes et chemins ruraux.

L'agriculture occupe une place centrale dans l'économie des territoires traversés. Il s'agit d'une agriculture très productive et exportatrice ; l'essentiel du tracé est composé de moyennes et grandes exploitations. L'irrigation se développe fortement depuis 30 ans et améliore considérablement la valeur du foncier. 25 points de collectes, des coopératives agricoles ou des négoce, des usines de transformation, sont implantés dans la zone d'étude.

Les effets négatifs du CSNE sur l'agriculture sont :

- Le prélèvement de terres agricoles, et une augmentation de la pression foncière,
- Des effets de coupure qui déstructurent les exploitations,
- L'emprise directe sur 5 captages d'irrigation,
- Les modifications hydriques des sols à proximité des grands terrassements.

Les plateformes et quais céréaliers du CSNE auront des effets positifs sur l'agriculture, en offrant des possibilités logistiques très performantes pour le commerce international. Les gains de productivité sont ainsi estimés à 5 €/tonne de céréale et au total, la valeur actuelle nette est estimée à 150 M€/an (€2007).

La profession agricole s'est fortement mobilisée autour du projet CSNE et plusieurs protocoles ont été signés entre ses représentants et la SCSNE.

Par ailleurs, l'activité sylvicole est relativement hétérogène sur l'aire d'étude. Très présente dans l'Oise, notamment sur les grands massifs forestiers des plateaux, elle est beaucoup plus modeste au nord de Noyon où elle se compose surtout de plantations de peupliers dans les vallées alluviales et des bosquets isolés. Au total, on compte 15 principaux boisements, (de 10 à 760 ha) pour une surface totale de 3 034 ha. Sur tout le tracé, 250 ha de boisement seront impactés par le projet dont 150 sont soumis à autorisation de défrichement.

A.2. Les enjeux

L'enjeu concernant les emprises du CSNE, en particulier sur les terres agricoles, consiste à :

- Réduire et compenser les emprises du CSNE en particulier sur les terres agricoles,
- Réduire les impacts du projet sur les activités agricoles et sur les bâtiments d'habitation, industriels et commerciaux,

A.3. Les actions et leurs niveaux de performance

Pour répondre à ces enjeux, les actions principales proposées sont

Niveau 1 : Respecter les dispositions relatives au foncier, du code rural et de la pêche maritime ; Respecter les dispositions relatives au foncier, du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Niveau 2 : Réduire l'emprise et optimiser la durée et la localisation des dépôts définitifs ; Maximiser les mesures compensatoires dans l'emprise CSNE ; Définir avec la profession agricole les indemnités permettant de compenser les préjudices subis par les exploitations.

Niveau 3 : Mettre en place des dispositifs complémentaires tels que le financement des AFAP sur des vastes périmètres ; Mettre en place un fonds de maintien du potentiel économique agricole ; Maximiser le retour à l'agriculture des sites de dépôts.

Respect de l'environnement : objectifs 5 à 8

OBJECTIF 5. MILIEUX NATURELS ET ÉCOSYSTÈMES

Objectif prioritaire

A.1. Le diagnostic

Le territoire connaît un fort morcellement des sites d'intérêt écologique : des îlots de biodiversité émergent au sein de territoires dédiés majoritairement aux grandes cultures. Ils sont principalement constitués des zones humides des vallées de l'Oise, de la Somme et de la Sensée. Ces milieux représentent une grande richesse biologique pour la flore et la faune, notamment les oiseaux. De grands massifs forestiers sont également présents sur les coteaux de la vallée de l'Oise. Sur le plateau picard, il ne subsiste que quelques zones boisées, éparées, principalement dans des zones de relief ou certains vallons difficiles d'accès. Ces milieux jouent un rôle important de refuge, de lieux de reproduction, de nourrissage et de transit pour les animaux. Plus au Nord, le tracé du canal traverse le plateau crayeux du Cambrésis, où les bois sont rares et peu étendus.

Les principaux corridors écologiques identifiés par les deux anciens schémas régionaux de cohérences écologiques sont :

- la vallée de l'Oise et ses affluents (Matz, etc.),
- les corridors reliant les massifs forestier du Compiègnais (Laigue, Ourscamp-Carlepont, Bois de Thiécourt)
- le Canal du Nord,
- la vallée de la Somme et ses affluents (Ingon, Petit Ingon, etc.),
- Les corridors reliant la vallée de la Tortille, le bois d'Havrincourt, le bois de Bourlon et la vallée de la Sensée en prenant appui sur le réseau relictuel de haies et petits boisements.

Hormis pour la vallée de la Somme, ces trames, qu'elles soient forestières ou de milieux humides, sont très dégradées, très fragmentées et assez peu fonctionnelles.

Les impacts du projet s'évaluent de plusieurs façons :

- Sur les zones humides : le projet porte emprise sur 205 ha de zones humides. Dans la vallée de l'Oise, des impacts indirects liés aux modifications du niveau des nappes sont également attendus.
- L'emprise du projet sur les boisements au sens du code forestier s'élève à 230 ha.

- Sur les espèces et leurs habitats : le projet a un impact sur 245 ha d'habitats et habitats potentiels d'espèces (de valeur moyenne à exceptionnelle). Après les mesures d'évitement et de réduction, le CSNE aura des impacts résiduels sur des espèces protégées : 8 espèces floristiques, 4 espèces de mammifères terrestres et semi-aquatiques, 17 espèces de chiroptères, surtout arboricoles, de très nombreuses espèces d'oiseaux, 10 espèces d'amphibiens, 4 espèces de reptiles, 3 espèces de poissons et une espèce d'insecte.
- Sur les continuités écologiques : le CSNE va longer les réservoirs de biodiversité suivants : la forêt de Compiègne, la vallée de la Somme et la lisière du bois d'Havrincourt. Il touchera également les corridors suivants : l'Oise et ses affluents (Matz et Divette), la vallée de la Somme (impact très modeste voire nul sur les connectivités car traversée par un pont-canal), les corridors associés aux autres rivières et milieux humides, d'autres corridors forestier à Libermont, à Ytres et Hermies et à Marquion. Toutefois, le projet aura relativement peu d'impact sur les déplacements de la faune. Il constituera d'ailleurs, lui-même, un axe de déplacement longitudinal grâce à ses talus et pourra même, en passant sous des autoroutes, permettre le désenclavement de certains territoires.
- Sur la prolifération d'espèces végétales invasives et le risque de rudéralisation progressive des abords de l'infrastructure.
- Sur les zones protégées : 6 sites Natura 2000, 5 ZNIEFF de type 1 et 3 ZNIEFF de type 2 seront traversés ou situés à proximité du projet.

En ce qui concerne les impacts du chantier, les travaux de déboisement et dégagement des emprises constituent la phase la plus critique vis-à-vis du milieu naturel et de la faune. Les installations de chantier, accès au chantier et dépôts temporaires peuvent également affecter les biotopes et individus. Les travaux induisent aussi des risques de pollutions chimiques, sonores, lumineuses, atmosphériques, de dommages pour la faune, la flore, les zones humides, des poussières ou modifications du fonctionnement hydraulique.

Sur le secteur 1, la vallée inondable de la moyenne vallée de l'Oise constitue un espace naturel d'une valeur exceptionnelle. Son lit majeur, occupé sur plusieurs milliers d'hectares par des prairies humides, permet de réguler le fonctionnement hydraulique de la rivière et offre un refuge à de nombreuses espèces végétales et animales.

A.2. Les enjeux

Les enjeux concernant les milieux naturels consistent à :

- Mettre en œuvre la séquence Eviter / Réduire / Compense
- Lutter contre les espèces invasives et leur propagation, (cf objectif 7)
- Maintenir les continuités écologiques
- Créer un canal vivant
- Favoriser la biodiversité au sein des emprises du CSNE

A.3. Les actions et leurs niveaux de performance

Pour répondre à ces enjeux, les actions principales proposées sont

Niveau 1 : Diagnostiquer les impacts sur les milieux ; Eviter les impacts sur les sites à fort enjeu ; Réduire les impacts directs et indirects ; Compenser les fonctionnalités des milieux détruits et atteindre l'équivalence fonctionnelle à n+10 après réalisation de la compensation ; Identifier les gestionnaires des sites de compensations ; Intégrer la démarche ERC sur chantier ; Intégrer la problématique des espèces exotiques envahissantes aux phases successives du projet ; Rétablir les continuités impactées ; Créer des habitats fonctionnels connectés au canal.

Niveau 2 : Créer des habitats fonctionnels connectés au canal ; Renforcer les continuités existantes ; Constituer une palette végétale du canal locale.

Niveau 3 : Etudier des solutions innovantes pour maintenir ou recréer des continuités écologiques ; améliorer l'existant : restaurer la Tortille, la Mève ; Créer des habitats fonctionnels connectés au canal (berges lagunées et annexes hydrauliques).

OBJECTIF 6. GESTION DE L'EAU

Objectif majeur

A.1. Le diagnostic

Les eaux superficielles

Les besoins en eau du canal, destinés à compenser les pertes par infiltration et évaporation, sont estimés à 1,2 m³/s et seront entièrement couverts par un prélèvement dans l'Oise au niveau de l'écluse de Montmacq. En cas de déficit du cours d'eau, ce prélèvement sera complété ou remplacé par un apport depuis la retenue de Louette, qui aura été préalablement remplie par les eaux de l'Oise en période de crue.

Les risques naturels liés aux eaux superficielles sont l'inondation par débordement de cours d'eau et/ou par remontée de nappe, ainsi que les ruissellements et coulées de boues (notamment sur les zones de pentes et les vallées). Ils sont principalement localisés dans les vallées alluviales.

Les cours d'eau et les canaux déjà présents, permettent la desserte d'industries et le transport de marchandises pour les plus importants d'entre eux et donnent lieu à des activités de loisirs (randonnée, pêche, canotage...) et de tourisme fluvial. Ils reçoivent par ailleurs des rejets industriels ou urbains et font l'objet de prises d'eau déclarées.

Les cours d'eau interceptés par le projet feront l'objet d'un rétablissement par un ouvrage traversant (aqueduc de préférence ou siphon) ou de rescindements afin de conserver leur hydromorphologie actuelle. Le canal du Nord sera fortement remanié avec des séquences remblayées, d'autres maintenues en eau, d'autres remplacées par le CSNE. Son comblement et sa substitution par le CSNE offrent l'opportunité de restaurer la Tortille et ainsi de recréer l'exutoire naturel de la nappe de la craie. Son rescindement au niveau de Catigny permettra aussi de restaurer les sources de la Mève.

Sur le secteur 1, le projet concerne surtout l'Oise, en bon état physico-chimique et biologique (selon les critères de la directive cadre sur l'eau), dont la vallée est couverte par des plans de prévention des risques d'inondation. Le tracé du CSNE croise celui de plusieurs affluents de l'Oise, actuellement interceptés par le canal latéral à l'Oise. Le projet nécessite de :

- déplacer le lit de l'Oise naturelle à Pimprez (sur 1,1 km) et à Montmacq au droit de l'écluse,
- aménager en bras mort plusieurs boucles de l'Oise : boucles de Terre Sainte Croix, du Muids, des Ageux, de Janville,
- remblayer d'autres sections comme le lit mineur de l'Oise à l'amont de l'usine Continental,
- élargir et approfondir l'Oise canalisée de sa confluence avec le CSNE jusqu'à Compiègne,
- maintenir le passage en siphon des affluents de l'Oise sous le canal.

Le CSNE aura un impact positif sur l'abaissement des crues les plus importantes dans les zones urbanisées situées au droit du projet. En revanche, les crues faiblement débordantes seront maintenues pour ne pas impacter les milieux naturels inféodés. Par ailleurs, la neutralité hydraulique globale du projet, notamment à l'aval, est garantie par une rehausse du déversoir de Montmacq lors de la réalisation du secteur 1 seul puis la mise en place d'un pompage vers les autres biefs et la retenue de Louette une fois les autres biefs réalisés.

L'impact sur l'écoulement des crues de la Somme est quasiment nul.

Les principaux impacts potentiels des travaux sur les eaux superficielles seront la discontinuité hydraulique des cours d'eau et autres écoulements et l'entraînement de particules fines par ruissellement, ou le déversement d'une pollution accidentelle. Les activités de pêche pourront aussi être perturbées, avec un risque d'interruption des parcours de pêche.

Les eaux souterraines

L'Oise, la Somme, l'Escaut et leurs principaux affluents constituent des drains majeurs pour les eaux souterraines ; le sens d'écoulement de ces dernières suit donc celui des vallées. Entre Péronne et Arleux, le canal du Nord est en interaction avec la nappe de la craie et modifie localement le fonctionnement hydrogéologique et hydraulique : il draine la nappe de la craie entre Etricourt-Manancourt et Ytres, (engendrant un abaissement de la nappe de plus de 8 m environ au niveau le plus élevé, Ytres), et alimente la nappe entre Ruyaulcourt et Havrincourt (en en rehaussant le niveau). La nappe de la craie est exploitée de manière intensive par des ouvrages d'alimentation en eau potable (pour 80% des prélèvements), eau industrielle et eau agricole.

La réalisation du CSNE modifie les masses d'eau souterraines du fait :

- de la création d'un bief de rivière de grand gabarit en remplacement de l'Oise naturelle (captages de Thourotte et Choisy au bac),
- du comblement du Canal du Nord de part et d'autre du tunnel de Ruyaulcourt et de l'arrêt d'exploitation de ce dernier, modifiant les échanges qui s'étaient créés entre le canal et la nappe (4 captages concernés dans le Pas de Calais),
- des nécessités de rabattement de nappe qui restent à quantifier pour la construction des écluses de Noyon et d'Oisy le Verger (captages de Noyon et d'Oisy le Verger).

Plus particulièrement, l'arrêt du fonctionnement du Canal du Nord, et le positionnement du CSNE à cet endroit (5 m plus haut) aura plusieurs conséquences sur les eaux souterraines. La nappe, qui ne sera plus drainée, sera globalement rehaussée, sans toutefois retrouver son niveau naturel ; les sources de la Tortille, situées actuellement plus haut que le niveau de la nappe, seront de nouveaux alimentées et le tracé de la Tortille sera restauré entre Etricourt-Manancourt et Moislains ; le canal du Nord ne contribuera plus à l'alimentation de la nappe dans le secteur d'Havrincourt-Marquion. Le maintien en eau du canal du Nord sur certaines sections permet de réduire considérablement cette baisse de la nappe et de limiter les impacts sur l'alimentation de 3 captages d'eau potable et 5 forages agricoles.

Les incidences du chantier sur les eaux souterraines peuvent être des pollutions accidentelles, des variations du niveau de la nappe (rabattement quand le projet est en déblai ou rehaussement lors des comblements), des prélèvements d'eau pour les besoins du chantier et la perturbation de forages.

A.2. Les enjeux

Les enjeux en matière de gestion des eaux consistent à :

- Economiser la ressource en eau,
- Préserver les cours d'eau : la qualité de l'eau, les écoulements, les usages actuels et futurs,
- Assurer la neutralité vis-à-vis des risques d'inondation,
- Préserver les eaux souterraines : le sens d'écoulement de l'eau, le niveau des nappes
- Sécuriser et maintenir les captages d'eau potable, y compris en phase travaux.

A.3. Les actions et leurs niveaux de performance

Pour répondre à ces enjeux, les actions principales proposées sont (non exhaustif) :

Niveau 1 : Respecter les arrêtés sur les prises d'eau (un par prise d'eau) ; Proposer des solutions d'étanchéité qui respectent le niveau d'infiltration ; Recenser les cours d'eau de la zone du projet et Etablir les conditions de traversée du CSNE par les cours d'eau ; Rescinder l'Oise naturelle ; Prendre en compte les enjeux urbains, naturels ; Concevoir les ouvrages en interface avec la nappe pour limiter leurs incidences quantitatives ; Définir les impacts et mesures ERC

Niveau 2 : Expliquer le schéma d'alimentation en eau du CSNE ; Définir le dispositif d'étanchéité et le mettre en œuvre ; Concevoir les prises d'eau pour limiter les impacts ; Assurer la bonne qualité de l'eau du CSNE ; Communiquer sur le devenir des cours d'eau ;

Niveau 3 : Réaliser des essais d'étanchéité ; Concevoir la retenue de Louette, elle-même économe en eau ; Améliorer la situation actuelle sans incidence à l'aval ; Connaître l'état initial de la nappe et assurer le suivi ; Instruire les demandes de financement de mesures pérennes des collectivités pour l'AEP

OBJECTIF 7. MATÉRIAUX, COPRODUITS ET GESTION DES DÉCHETS

Objectif prioritaire

A.1. Le diagnostic

Les déblais - Les importants travaux de terrassement remanieront profondément la partie superficielle du sol et les premiers horizons géologiques. Le bilan des mouvements de matériaux est largement excédentaire, avec 57 millions de m³ de déblais pour 21 millions de m³ de remblais, soit un excédent de 36 millions de m³.

Pour le secteur 1, 8,35 millions de m³ de matériaux seront extraits, qui correspondent à

- 0,9 millions de m³ de terre végétale qui sera utilisée sur le projet en couverture des talus, remise en culture des sites de dépôt, aménagements écologiques ;
- 4,8 millions de m³ de remblais liés au canal, à l'écluse, aux rétablissements routiers, et pour les aménagements écologiques ;
- 2,65 millions de m³ d'autres déblais (dont 0,25 millions de m³ de sédiments) à valoriser ou évacuer.

Des sites de dépôt temporaire seront nécessaires pour stocker les déblais avant leur réutilisation, leur valorisation ou leur stockage définitif. La durée du dépôt peut varier de quelques mois à quelques années.

Les déchets « industriels » - Le chantier produira environ 20 000 tonnes de produits de démolition (ponts, voiries, canaux, bâtiments, ouvrages hydrauliques, palplanches). Il produira en plus des petites quantités de déchets issus du chantier de construction et du curage du canal du Nord. Le recyclage des déchets de chantier est une filière importante dans le nord de la France, avec notamment la présence d'un pôle d'innovation.

Les déchets liés à l'exploitation du canal sont, quant à eux, minimes, surtout dus aux opérations de maintenance et d'exploitation.

Les matériaux - 10 à 13 millions de tonnes de matériaux et d'équipements seront nécessaires à l'approvisionnement du chantier.

A.2. Les enjeux

Les mouvements de matériaux portent les enjeux suivants :

- Optimiser les mouvements de terre et les emprises sur terres agricoles par rapport à l'apsm
- Gérer et valoriser les excédents de déblais et les produits de démolition, en assurer la traçabilité
- Réduire l'impact des matériaux, coproduits et des déchets

A.3. Les actions et leurs niveaux de performance

Pour répondre à ces enjeux, les actions principales proposées sont :

Niveau 1 : définir les filières de traitement et valorisation des déblais ; Estimer la nature et les quantités de déchets générés par le chantier ; Organiser la collecte, le tri, la valorisation ou l'élimination.

Niveau 2 : Réduire les quantités de déblais excédentaires ; Réduire le transport de matériaux ; Réduire l'emprise du projet sur les terres agricoles (cf objectif 4) ; Favoriser la valorisation des excédents ; Encourager les filières régionales de recyclage ; favoriser le transport par voie fluviale et ferroviaire pour le transport des matériaux ; Réduire l'impact des matériaux.

Niveau 3 : Rechercher une solution innovante de valorisation des déchets de chantier

OBJECTIF 8. ENERGIE ET CLIMAT

Objectif prioritaire

A.1. Le diagnostic

6 EPCI s'engagent dans un Plan climat air énergie territorial sur l'aire du CSNE et des acteurs territoriaux développent des projets d'énergie renouvelable, en privilégiant l'investissement local et les retombées sur le territoire.

Les besoins annuels en énergie du CSNE s'élèvent à 72 GWh, à 88% pour l'alimentation des pompes. Le CSNE offre des opportunités de production d'énergie renouvelable sur les emprises et ouvrages du projet (talus, retenue de Louette, dépôts, écluses, ponts) et offre un potentiel d'optimisation des consommations d'énergie par régulation hydraulique.

En 2015, les émissions de gaz à effet de serre (GES) dues à la construction du canal ont été estimées à 2,1 millions de teqCO_2 . Les principaux postes d'émission sont

- les terrassements qui représentent 54% des émissions en particulier en raison du traitement à la chaux des déblais (pour une utilisation en remblai), aux consommations de gasoil pour l'extraction des déblais et à leurs autres traitements,
- la construction des écluses (21%) en raison de la consommation de béton, d'aciers et d'écrans étanches provisoires,
- l'étanchéité (12%), en raison de l'utilisation d'une couche béton bitumineux/grave non traitée (hypothèse de 2015) puis de la pose d'une membrane.

En phase d'exploitation, le CSNE devrait être à l'origine d'une réduction des émissions de GES en favorisant le report modal du fret, de la route à la voie d'eau. Il permettrait ainsi d'éviter 1,2 million de teqCO_2 (effets cumulés sur 30 ans).

Enfin, les effets du changement climatique portent essentiellement sur l'évolution de la pluviométrie, les inondations, la sévérité des périodes de sécheresse (et leurs répercussions sur la ressource en eau), la sévérité du régime des vents, la fréquence et l'intensité des événements extrêmes.

A.2. Les enjeux

Les enjeux en matière de transition énergétique et de lutte contre le changement climatique sont de :

- Maîtriser les consommations d'énergie du CSNE,
- Produire et consommer des énergies renouvelables,
- Réduire l'empreinte carbone du projet,
- S'adapter aux effets du changement climatique,
- Réduire l'empreinte carbone en phase d'exploitation du transport de marchandises

A.3. Les actions et leurs niveaux de performance

Pour répondre à ces enjeux, les actions principales proposées sont

Niveau 1 : Concevoir des ouvrages les plus économes en énergie possibles ; Rechercher des moyens innovants d'optimisation des consommations d'énergie ; Alimenter le canal par la retenue de Louette en période d'étiage de l'Oise ; Faire le bilan carbone de la phase d'exploitation.

Niveau 2 : Etudier l'opportunité d'installer des panneaux solaires sur les écluses ; Etudier la possibilité de valoriser les emprises du CSNE pour des projets d'EnR ; Couvrir une partie des besoins énergétiques du CSNE par des EnR ; Sécuriser l'emprise foncière du bassin de Tarteron, renouveler la DUP ;

Niveau 3 : Prendre des mesures conservatoires

Qualité de vie : objectifs 9 à 14

OBJECTIF 9. AMBIANCES ET COHÉSION SOCIALE

Objectif prioritaire

A.1. Le diagnostic

Les Hauts de France présentaient en 2018 un taux de chômage de 11 % (INSEE). Sur les territoires traversés, la fermeture d'entreprises importantes (notamment Continental à Clairoux) a fragilisé le tissu économique. Les entreprises sont souvent regroupées au sein de zones d'activités de petites villes, mais plusieurs territoires connaissent des difficultés économiques et sociales et des zones d'activités n'ont pas atteint leur capacité maximale.

Pour de nombreux acteurs, le projet est perçu comme une opportunité pour créer de nouvelles activités, conforter des activités existantes, mobiliser les emplois du territoire durant les travaux, les pérenniser par l'exploitation du canal et de ses équipements connexes (plateformes multimodales, tourisme...), générer de nouvelles dynamiques territoriales. Il porte ainsi un enjeu de structuration économique et de développement des territoires de proximité.

Des estimations portent sur la création de 25000 emplois d'ici 2030 dans les domaines de la logistique, de l'industrie, des activités portuaires et services associés (10000 à 15000 à moyen terme). Le secteur de la logistique est déjà très développé en région.

Les besoins pour le chantier sont estimés à 4000 emplois pour les travaux et 10000 emplois pour l'ensemble des services induits. Or, la région compte un nombre important d'ouvriers qualifiés disposant de savoir-faire dans les métiers de l'industrie.

Plusieurs projets de création ou d'extension de zones d'activités voient le jour, en prévision du CSNE, principalement sur le Cambrésis et l'Artois, le Compiégnois étant fortement contraint par le risque d'inondation.

La SCSNE s'est engagée depuis 2015 dans la procédure Grand chantier, qui a pour ambition de faire du chantier un moteur du renouveau économique pour les territoires en les préparant à la mise en service du canal. Coordonnée par la Préfecture, cette démarche mobilise les politiques publiques de l'emploi, de la formation professionnelle et du développement économique, en concertation avec leurs chefs de file respectifs (Etat, Région, Départements...). Elle vise à anticiper les retombées économiques potentielles sur l'économie locale, en termes d'emploi, de formation, d'activité des entreprises via des actions de sensibilisation, de veille et d'habilitation.

Par ailleurs, afin d'harmoniser l'ensemble des initiatives locales, l'Etat, la Région, les Départements et les EPCI définissent collectivement des contrats territoriaux de développement comprenant 3 volets :

- L'aménagement bord à canal,
- Le développement économique pérenne,
- L'organisation du chantier sur le territoire.

A.2. Les enjeux

Le CSNE présente les enjeux suivants en matière d'emploi et d'insertion professionnelle, pour la phase chantier et pour la phase d'exploitation :

- Préparer le chantier pour apporter des bénéfices de nature sociale : Structurer une démarche grand chantier,
- Valoriser la main d'œuvre du territoire et les emplois locaux, créer et pérenniser de nouveaux emplois locaux,
- Offrir un emploi à des personnes en insertion.

A.3. Les actions et leurs niveaux de performance

Pour répondre à ces enjeux, les actions principales proposées sont

Niveau 1 : Identifier les besoins d'emplois et de compétences pour le chantier ; anticiper les besoins d'emplois et de formation ; définir une stratégie régionale sur ces sujets. Etudier l'opportunité et la mise en œuvre des clauses d'insertion marché par marché (canal solidaire) et insérer les clauses sociales et environnementales dans les marchés.

Niveau 2 : Mettre en œuvre la méthodologie de la démarche Grand chantier ; Territorialiser la démarche au sein de chaque comité territorial ; Mettre en place un observatoire de la démarche Grand chantier sur canal Emploi et canal Solidaire ; Animer et communiquer avec les autres partenaires ;

Anticiper les besoins de formation ; Animer et coordonner les démarches canal emploi, canal formation et canal entreprise, en lien avec Pôle Emploi, la Région et la CCI ; Insérer des clauses d'insertion dans les marchés publics.

Niveau 3 : Etendre l'observatoire à l'ensemble des dispositifs de la démarche Grand chantier.

OBJECTIF 10. CONNEXIONS, ACCESSIBILITÉ ET SÉCURITÉ

Objectif prioritaire

A.1. Le diagnostic

Le canal Seine-Nord Europe est un outil pour développer l'intermodalité du transport de marchandises dans le Nord-Ouest de l'Europe. Il est considéré à ce titre comme l'un des 5 projets prioritaires à haute valeur ajoutée contribuant à structurer les 9 corridors multimodaux européens. Ceci implique que les connexions entre les différents modes de transport soient organisées, performantes et sûres.

Un canal n'est pas qu'une infrastructure de transport, c'est aussi un espace ouvert à des activités de loisir : navigation de plaisance, randonnées ou simples promenades, cyclotourisme, activités de pêche... Le canal est donc un espace public dans lequel la cohabitation entre les différents usages est à organiser.

Le CSNE viendra recomposer les déplacements du quotidien tant en modifiant les réseaux de voiries qu'il va croiser qu'en offrant, le long de ses chemins de service, une nouvelle voie ouverte aux piétons et aux cyclistes sur près de 100 km. Il s'agira de prévoir des connexions avec les réseaux existants en rendant les nouvelles infrastructures accessibles à chacun, quelles que soient ses capacités, en toute sécurité.

La sécurité est un des axes stratégiques du projet : que ce soit pendant le chantier ou après la mise en service du canal, la SCSNE s'est donnée comme objectif de préserver la santé et la sécurité des travailleurs, des riverains et des usagers des infrastructures qu'elle construit.

Sur le plan réglementaire, la conception et la réalisation des digues de grande hauteur sont soumises au comité technique permanent des barrages et ouvrages hydrauliques et VNF est un opérateur d'importance vitale.

Enfin, il n'y a pas de plan de déplacement entreprises (PDE) ou de plan de déplacements urbains (PDU) sur les territoires traversés par le CSNE.

A.2. Les enjeux

Les enjeux en matière de sécurité et d'accessibilité sont de :

- Encourager l'intermodalité, maintenir les capacités de déplacement et de desserte,
- Favoriser les mobilités douces et décarbonnées,
- Réduire les risques d'accidents de personnes (en exploitation)
- Réduire les risques d'accidents matériels
- Assurer la sécurité et la sante des riverains, des usagers, des travailleurs en phase d'exploitation,

A.3. Les actions et leurs niveaux de performance

Pour répondre à ces enjeux, les actions principales proposées sont

Niveau 1 : Réaliser les modifications de projet en cas d'évolutions de contexte et mettre en place des mesures conservatoires le cas échéant, au regard des déplacements et dessertes ; Appliquer la réglementation concernant l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite ; Identifier les chemins de randonnées et pistes cyclables existantes au moment de la DUP et les rétablir ; Dresser un état des lieux recevant des personnes sensibles ; Renforcer la visibilité des ouvrages et des utilisateurs ;

Niveau 2 : Adapter le projet de manière à prévoir des connexions avec les autres modes de transport favorisant les mobilités douces ; Sécuriser les sites sensibles et sauver les personnes tombées dans l'eau : écluses, surplombs de zones en grand déblais, points de vue ; Sécuriser les sites sensibles.

OBJECTIF 11. ADAPTABILITÉ ET PÉRENNISATION DE L'INFRASTRUCTURE

Objectif prioritaire

A.1. Le diagnostic

Le canal Seine Nord Europe est une infrastructure nouvelle qui modifiera de façon importante le paysage et le comportement des riverains, des communes avoisinantes et des industries à proximité. Réalisé par la société du canal Seine Nord Europe, il sera remis à VNF pour l'exploitation et VNF, futur exploitant, est associé à la conception de l'ouvrage.

Pour être pérenne dans le temps, le CSNE doit être accepté de tous et rentable sur le long terme. Pour cela, il doit pouvoir évoluer dans le temps, s'adapter aux évolutions du trafic mais aussi aux différents choix politiques et au développement des sites économiques situés à proximité immédiate de la voie d'eau (industries, plateformes multimodales).

Des aménagements fluviaux associés sont prévus, dès la mise en service du canal :

- La retenue de Louette, bassin-réservoir de 14 millions de m³ pour l'approvisionnement en eau du canal en période d'étiage, (cf. objectif 6 et 8),
- Des quais de transbordement au droit des 4 futures plates-formes multimodales de Noyon, Nesle, Péronne et Cambrai-Marquion,
- 3 quais de transbordement à vocation principale agricole à Languevoisin, Moislains et Graincourt-lès-Havrincourt, et 3 quais de transbordement à vocation de desserte des industries locales à Thourotte et à Ribécourt,
- 1 escale de plaisance à Saint-Christ-Briost; 1 port de plaisance et de croisière à Allaines,
- Des aires de stationnement, en nombre adapté au besoin et en tout état de cause au moins égal à 4.

Les quais de transbordement seront localisés précisément en concertation avec les industriels ou les collectivités concernés. Deux aires de stationnement dédiées aux bateaux de transport des matières dangereuses seront, en plus, aménagées dans le respect de la réglementation de sécurité en vigueur.

Des aménagements complémentaires pourront s'échelonner après la mise en service (escales de plaisance, quais supplémentaires, allongement de quais existants, etc.).

Le programme prévoit également, lors de la conception du canal, l'étude du doublement des écluses, pour anticiper l'accroissement du trafic.

Enfin, des mesures conservatoires sont prises et inscrites dans la DUP en prévision d'un second bassin de rétention d'eau (retenue de Tarteron à Etrécourt-Manancourt), si la retenue de Louette se révélait insuffisante.

A.2. Les enjeux

Les enjeux en matière d'évolution du CSNE sont de :

- Réussir le transfert du CSNE à VNF, futur exploitant
- Réussir le transfert des routes et voies de communication aux futurs exploitants
- S'adapter à l'évolution du trafic et des besoins des usagers,
- S'adapter aux besoins futurs des industriels, anticiper une évolution des ports intérieurs et du port de plaisance.

A.3. Les actions et leurs niveaux de performance

Pour répondre à ces enjeux, les actions principales proposées sont

Niveau 1 : Associer VNF à la conception du CSNE ; intégrer les exigences de l'exploitation dans la conception du CSNE (téléconduite) ; anticiper la remise du canal à VNF (commissionnement) ; établir une convention avec les Départements et solliciter leurs avis sur les études de conception ; Prévoir le doublement des écluses ; Prévoir des équipements aux usagers de la voie d'eau ou des plateformes.

Niveau 2 : Recueillir l'avis de VNF en cours de conception ; Recueillir les attentes de VNF en matière de DOE (dossier des Ouvrages Exécutés) et du DIUO (dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage) ; Associer les Départements aux réunions de conception ; Solliciter l'avis des communes et EPCI sur l'AVP, le PRO ; Répondre de façon motivée aux demandes ; Prévoir la possibilité d'aménager des pistes cyclables ; Laisser la possibilité aux industriels ou aux EPCI de créer des quais « privés » ou d'agrandir les ports intérieurs postérieurement à la mise en service du canal.

OBJECTIF 12. SANTÉ ET MAÎTRISE DES POLLUTIONS

Objectif fondamental

A.1. Le diagnostic

Les sources de pollution liées au canal peuvent être de nature accidentelle ou de nature chronique.

La pollution chronique des eaux peut provenir de la navigation, des écluses, des rejets (notamment industriels et agricoles), du ruissellement le long des talus. La navigation, le fonctionnement des ouvrages, les déplacements des exploitants peuvent aussi provoquer des émissions de NOx, SO₂, et particules fines.

Les sources accidentelles de pollution peuvent provenir d'accident de bateau, de déversement dans le canal, de chutes de véhicules.

Dans le cas des pollutions, il est important de vérifier la constance de la qualité des milieux pour éviter toutes dérives lentes invisibles.

Les risques touchant la santé des personnes sont des accidents tels que des chutes par glissades, des noyades, des chutes de véhicules...

A.2. Les enjeux

Les enjeux en matière de santé et de maîtrise des pollutions, en phase exploitation, sont de :

- Surveiller les effets du projet sur la santé
- Réduire les sources et risques de pollutions
- Suivre le bilan environnemental

Les actions et leurs niveaux de performance

Pour répondre à ces enjeux, les actions principales proposées sont

Niveau 1 : Identifier les risques pour la santé et les sites recevant des personnes sensibles et suivre l'état de santé des navigants, des riverains, des salariés ; Dresser un état des lieux des risques de pollution, des pollutions existantes, des moyens de les traiter ; Faire une étude des impacts acoustiques du canal, des rétablissements, des écluses et prévoir des mesures de réduction des bruits ; Mettre en place des dispositif de contrôle de la qualité des eaux ; disposer de kits anti-pollution à disposition des équipes de maintenance de l'exploitant ; interdire l'utilisation de produits phytosanitaires pour l'entretien du canal ; Prévoir un bilan environnemental à la mise en service et 5 ans après.

Niveau 2 : Identifier les sources de pollutions lumineuses provoquées par le CSNE et rechercher les moyens de concilier les besoins en éclairage avec la réduction de leurs impacts sur la faune et la flore ; Faire une étude des émergences acoustiques du canal, des rétablissements, des écluses ; Sensibiliser les usagers sur les risques de pollution de l'air ; Mettre en place un système de tri, collecte et gestion des déchets d'exploitation, de maintenance et de navigation sur les ports intérieurs et les quais.

Niveau 3 : Sensibiliser les usagers sur la réduction des nuisances sonores (par exemple sur les zones de retournement) ; Prévoir des solutions (consommables, équipements, politique d'entretien) de moindre impact environnemental pour la maintenance et le fonctionnement des écluses et stations de pompage (Ex : huiles biodégradables, gestion des déchets)

OBJECTIF 13. CONFORT DES ESPACES

Objectif fondamental

A.1. Le diagnostic

Le confort des espaces s'adresse aux gestionnaires des ouvrages (éclusiers les premières années, agents de maintenance), aux usagers des infrastructures créées (bateliers et autres usagers de la voie d'eau, piétons, cyclistes, automobilistes, pêcheurs, promeneurs, représentants d'entreprises, de haltes nautiques, des services de police etc.). Ces personnes ont des attentes et des besoins très variés (cf. objectif 2).

L'écluse de Montmacq sera occupée de façon permanente par du personnel les premières années (estimées entre 2 et 5 ans). Les opérations de maintenance ont un caractère non permanent et globalement, les espaces seront faiblement fréquentés. Il s'agit des écluses (cabine de commande, stations de pompage), des centres de maintenance, des petits équipements, des espaces extérieurs.

Le confort hygrothermique, comme le confort visuel sont sans objet pour un projet comme le CSNE. Une étude acoustique montre que le projet reste en-dessous des seuils réglementaires. Le bruit intérieur sera dû aux stations de pompage des écluses. Le bruit extérieur (rétablissements routiers et navigation) sera faible.

A.2. Les enjeux

Les enjeux en matière de confort des espaces sont de :

- Répondre aux besoins des bateliers et autres usagers,
- Veiller à la qualité des espaces de travail ou de loisir,

A.3. Les actions et leurs niveaux de performance

Pour répondre à ces enjeux, les actions principales proposées sont

Niveau 1 : recenser les besoins et usages (licites et anticiper des usages illicites) pour les différents espaces et usagers ; recenser les besoins et usages (licites et anticiper des usages illicites) pour les différents espaces et usagers ; concevoir des bâtiments avec un éclairage gradué ; Appliquer la norme handi pêche pour les pontons de pêche.

OBJECTIF 14. PAYSAGE, PATRIMOINE ET IDENTITÉ

Objectif prioritaire

A.1. Le diagnostic

Par ses dimensions et ses équipements hors du commun, le canal Seine-Nord Europe va transformer les territoires, créer de nouveaux lieux. Son insertion paysagère est un des enjeux soulevés lors de l'enquête publique, et constitue un élément clé d'acceptation du projet par les riverains.

De l'Oise à la Sensée, le territoire est constitué de trois grandes entités géographiques : le bassin parisien, le bassin de l'Escaut, séparés par les reliefs des monts de l'Artois. A l'intérieur de ces deux vastes bassins versants, le CSNE traverse une succession de grandes vallées (Oise, Somme, Sensée), qui alternent avec de vastes plateaux limoneux (Plateau Picard, Santerre, Vermandois, Artois). Ces plateaux aux sols profonds et riches présentent des paysages très ouverts et largement façonnés par une agriculture intensive, caractéristiques de la région. Ces vastes panoramas alternent avec une variété de paysages plus ou moins fermés, en fonction du relief.

Les enjeux paysagers se concentrent sur certains secteurs et portent par exemple sur l'intégration de l'écluse au regard de la cathédrale de Noyon, sur les grands remblais, notamment à proximité des villages, sur les cours d'eau (Tortille, Ingon), sur des dépôts qui vont modifier profondément le paysage sur le secteur Ytres-Ruyaulcourt, secteur où il existe également des risques d'enclavement de villages.

Le pont-canal de la Somme, par ses dimensions exceptionnelles, sera un ouvrage unique dans le paysage mondial des ouvrages d'art. L'ambition est d'en faire une icône du projet, un lieu attractif et touristique de la ville de Péronne, du département de la Somme et de la région Hauts de France. Les écluses (en particulier les écluses situées en remblais) sont des ouvrages conséquents et exceptionnels qui marqueront le paysage. Elles devront s'intégrer dans le paysage et en constituer des éléments remarquables.

Les pistes et accès de chantier, installations spécifiques et les dépôts temporaires pourront gêner les riverains et usagers et auront un impact temporaire sur le paysage.

En matière de patrimoine, le projet n'aura aucune incidence directe sur les monuments historiques, site inscrit ou classé, ou cimetière militaire. Il traversera en revanche leurs périmètres, créant des co-visibilités potentielles entre les monuments et la nouvelle infrastructure. Il traversera ainsi les périmètres de l'Eglise de Thourotte, l'ancienne d'Abbaye d'Ourscamp, du Mont Ganelon, du centre urbain

et du parc du château de Compiègne, de l'aire de valorisation de l'architecture et du patrimoine de Noyon, de la Chapelle et de l'ancien cimetière de Briost, du Château d'Haplaincourt. Le tracé du canal recoupera en revanche, le réseau de tranchées de la première guerre mondiale et certaines ne pourront être conservées.

L'intégration de l'écluse de Noyon et de son remblai amont seront un enjeu majeur au droit de la ville de Noyon, et de son centre protégé.

A.2. Les enjeux

Les enjeux en matière de paysage sont de :

- Préserver l'existant,
- Réussir l'intégration paysagère du CSNE pour contribuer à l'appropriation locale du projet (acceptation du projet par les élus locaux et les riverains),
- Améliorer la perception des paysages et leur évolution

A.3. Les actions et leurs niveaux de performance

Pour répondre à ces enjeux, les actions principales proposées sont

Niveau 1 : Préserver et valoriser le patrimoine archéologique ; Préserver la valeur paysagère des sites inscrits ou classés ;

Niveau 2 : Réaliser un schéma d'orientation architecture et paysage (SOAP) et une maquette 3D du projet ; Décliner le SOAP en un schéma directeur SDAP ; Rendre lisible, traiter les limites et les transitions, et intégrer visuellement les remblais et les dépôts au relief existant, en particulier à proximité des villages ; Associer les collectivités et les riverains à la conception des aménagements paysagers et d'agrément le long du canal ; Réaliser un atlas des paysages avant travaux, l'actualiser après les travaux ; Réaliser un Observatoire photographique avant travaux, l'actualiser après les travaux ; Créer une identité CSNE et concevoir des ouvrages remarquables qui mettent en valeur le milieu naturel (nouveaux marqueurs du territoire).

Niveau 3 : Expliquer le paysage et ses transformations par des visites sur site, belvédères, exposition, avec un paysagiste.

Performance économique : Objectifs 15 à 17

OBJECTIF 15. ECONOMIE ET COÛT À LONG TERME

Objectif fondamental

A.1. Le diagnostic

Le coût de fonctionnement du canal Seine Nord Europe est estimé à 20 M€/an (en euro constant 2013, étude APSm) et se décompose ainsi :

- 10 M€ pour les consommations d'énergie,
- 5 M€ pour les dépenses de personnel et de fonctionnement en général,
- 5 M€ pour la maintenance et les gros renouvellements.

Certains investissements ont été choisis pour réduire les coûts de fonctionnement. Ainsi, la conception des écluses avec des bassins d'épargne, limite les besoins de pompage.

La stratégie de maintenance est en cours d'élaboration par VNF, en concertation avec la SCSNE. Aucune provision financière n'est prévue pour le doublement des écluses par VNF (hormis les mesures conservatoires financées par SCSNE).

Les recettes, quant à elles, sont encore à définir. Elles pourront prendre la forme

- De produits des redevances domaniales (convention d'occupation temporaire),
- De redevances et produits pour services rendus,
- D'un péage (estimation de 52 M€/an à partir de 2030),
- D'opérations immobilières (cessions),
- D'autres recettes (vente d'énergie).

Sur une durée de 100 ans, le cumul des recettes ci-dessus s'élève à 10 milliards d'euros (euros de 2007). La valeur actuelle nette du projet (flux des recettes - investissements – flux des dépenses de fonctionnement), en incluant les externalités positives, s'établit à 524 M€₂₀₀₇ sur 100 ans. La moitié du coût de l'ouvrage est couverte par les recettes de péage sur une maturité de 20 à 25 ans à compter de sa mise en service, et la totalité entre 30 et 40 ans.

Par ailleurs, le CSNE permettra une réduction des coûts de transport et devrait améliorer la compétitivité des entreprises. Il est aussi source de développement de la filière de construction navale.

Par ailleurs, le projet est support d'innovation technique, en matière d'énergie, d'étanchéité, de télé-conduite centralisée, de méthode de compensation écologique, de gouvernance (de la société), de financement (casser la volatilité des prix de l'énergie),

d'aménagement du territoire (concertation avec les collectivités), de construction et exploitation du pont-canal de la Somme.

A.2. Les enjeux

Les enjeux économiques du projet sont de :

- Maîtriser les coûts de fonctionnement,
- Générer des recettes,
- Maîtriser les coûts d'investissement,
- Maîtriser le coût global,
- Utiliser l'innovation pour réduire les coûts de construction et d'exploitation,

A.3. Les actions et leurs niveaux de performance

Pour répondre à ces enjeux, les actions proposées sont

Niveau 1 : Intégrer la politique de maintenance et d'entretien de VNF dans les études et maîtriser l'interface liée à la téléconduite ; Maîtriser les coûts de maintenance des rétablissements ; Prévoir le financement des mesures compensatoires sur 30 ans ; Optimiser le financement de projet par une ingénierie financière (gérer la courbe d'investissement sur le moyen / long terme...) ; Mettre en place une stratégie de maîtrise des coûts et des délais ; Maîtriser les coûts de dévoiement des réseaux ; Réfléchir en coût global.

Niveau 2 : Concevoir les marchés de travaux pour faciliter et optimiser les coûts de la maintenance et de l'entretien (des écluses, des systèmes, de l'étanchéité, des espaces végétalisés ; Etudier le potentiel de vente d'EnR et trouver des partenariats avec des opérateurs énergétiques.

Niveau 3 : Soutenir des projets innovants permettant de réduire les coûts du projet et de son exploitation ; Mettre en œuvre un BIM pour l'exploitation et la maintenance ainsi que pour la concertation.

OBJECTIF 16. RÉSILIENCE ET MAÎTRISE DES RISQUES

Objectif majeur

A.1. Le diagnostic

Une démarche générale de maîtrise des coûts et des délais a été mise en place avec

- une enveloppe de couverture financière permettant de couvrir les risques les plus critiques,
- un comité d'audit et des risques disposant de la compétence en matière de gestion et de suivi de la couverture financière des risques,
- un plan de management des risques : identification des risques, évaluation des risques pour mesurer leurs impacts financiers, évaluation d'une dotation pour risques (ou provision pour aléas et imprévus) et une organisation du suivi et de la gestion des risques,
- une stratégie d'assurance et son financement,
- un référentiel contractuel permettant de prendre en charge une partie des risques en condition normale d'exécution et en condition exceptionnelle d'exécution,
- une organisation pour faire face aux risques non actuellement identifiés ou pour les risques en condition exceptionnelle d'exécution.

Ainsi, plusieurs centaines de risques portent sur la réalisation du projet, sur son coût et son délai de réalisation. Ils ont été évalués en criticité, en multipliant deux critères : la gravité (notée de 1 à 4) et l'occurrence (notée de 1 à 4). Tous les risques sont accompagnés de mesures d'atténuation et les risques majeurs (dont la criticité est supérieure à 8), donnent lieu à un suivi particulier, un plan d'actions et des provisions pour risques (PRI). L'ensemble des risques est regroupé en 10 « macro-risques » qui portent sur

- les rétablissements (notamment ferroviaires),
- la géotechnique pour les ouvrages linéaires (pour les grands remblais),
- la géotechnique pour la réalisation des écluses et du pont canal de la Somme,
- la gestion des déblais,
- les évolutions du programme (établi sur la base de l'APSm),
- la maîtrise foncière,
- l'environnement,
- la maintenance ultérieure,
- la porte de garde et
- le dévoiement des réseaux.

Au-delà des risques qui pèsent sur sa réalisation, la conception du CSNE tient compte de risques

- d'inondation,
- de modification des niveaux des nappes,
- de détérioration de la qualité des eaux,
- d'érosion des talus,
- d'effondrement en raison de la présence de cavités (anthropiques ou naturelles),
- de sécheresse (risque qui s'accroît avec le changement climatique).

Le chantier quant à lui comporte des risques de

- dommages supplémentaires et non anticipés sur la faune et la flore,
- dissémination d'espèces invasives,
- pollution accidentelle des eaux, des nappes et des captages,
- perturbation des écoulements du milieu naturel et du niveau des nappes,
- pollution de l'air par des poussières,
- désordre des voies navigables existantes,
- pertes de récoltes supplémentaires,
- protestation citoyenne.

Le chantier peut, de son côté, souffrir d'aléas climatiques, de crues, de découverte de pollution pyrotechnique, de pollution des sols, de cavités anthropiques ou naturelles, de vandalisme.

Enfin, dans sa phase d'exploitation, le projet présente des risques économiques sur la prise en charge des coûts d'entretien et de maintenance des ouvrages et sur une dégradation prématurée des ouvrages par oxydation.

A.2. Les enjeux

Les enjeux en matière de risque sont de :

- Evaluer et prévenir les risques pouvant remettre en cause la réalisation du canal dans leur dimensions techniques et financières,
- Disposer d'une liste de mesures exhaustive d'atténuation des risques et de plans d'actions adaptés,
- Prendre en compte les risques climatiques,
- Prendre en compte les risques d'une rupture de barrage ou de digues, portant atteinte à la sûreté de tiers,
- Assurer les risques du chantier.

A.3. Les actions et leurs niveaux de performance

Pour répondre à ces enjeux, les actions principales proposées sont

Niveau 1 : Identifier les risques qui pèsent sur la réalisation du projet ; Etablir et suivre un plan d'actions pour les macro-risques les plus critiques ; Identifier les effets du changement climatique sur le projet ; suivre les études de dangers et mettre en place des plans de suivis.

Niveau 2 : Evaluer les impacts financiers des risques identifiés et la possibilité de les assumer financièrement ; Etudier et mettre en place des plans d'évaluation et d'atténuation pour les risques géotechniques ; Editer un plan d'actions des risques liés à la canicule et à l'augmentation de l'intensité des pluies ; Etablir les risques assurables.

Niveau 3 : Gérer un plan d'actions pour les macro-risques les plus critiques ; Gérer et suivre les plans d'actions canicule et pluies ; Gérer et suivre les plans d'actions canicule et pluies ; Mettre en place un système assurantiel original réduisant les provisions pour aléas et imprévus (PAI).

OBJECTIF 17. CONTRIBUTION AU DYNAMISME ET AU DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES**Objectif prioritaire****A.1. Le diagnostic**

Le projet du canal Seine Nord Europe créera une dynamique territoriale en répondant aux objectifs qu'il s'est fixé, permettant notamment de :

- relier plus efficacement, et dans une logique multimodale, les ports maritimes et les ports intérieurs du Nord de la France, du Benelux et de l'Europe,
- améliorer la compétitivité des entreprises (des secteurs agricole et agro-industriel, économie circulaire, BTP, ...) du grand bassin parisien, des Hauts-de-France, et plus largement du Nord-Ouest européen, en leur offrant des solutions logistiques efficaces sous la forme de 4 plateformes multimodales et de terminaux à conteneurs,
- attirer de nouvelles entreprises le long d'un nouveau couloir industriel,
- favoriser les retombées pour l'économie locale.

La construction navale - La part de la France dans la construction de bateaux en Europe est très faible (moins de 3%), les chantiers actuels n'étant pas adaptés à la construction de bateau à grand gabarit. L'accroissement de trafic attendu suite au CSNE induira un besoin estimé de 250 bateaux supplémentaires, en plus du renouvellement de la flotte actuelle. Ces quantités assureraient un marché conséquent et permettraient le développement d'une filière industrielle sur le long terme (étalées sur la durée d'exploitation des navires, soit plus de 40 ans). 3 chantiers navals pourraient ainsi être envisagés, vers Rouen, dans l'Oise et dans le Nord-Pas-de-Calais.

Le tourisme et les loisirs sont orientés vers le tourisme fluvial, les sports de nature, la randonnée, la pêche, la chasse et la découverte du patrimoine. Les principaux sites de chasse sont les massifs forestiers de la vallée de l'Oise, la vallée de la Somme, le bois d'Havrincourt, le secteur de Péronne, les animaux chassés étant le gibier de plaine, le gibier d'eau et l'avifaune (sur les couloirs de migration). La pêche se pratique sur la plupart des cours d'eau, canaux et étangs.

Hormis pendant les travaux, le CSNE aura peu d'impacts sur la randonnée, la pêche et la chasse. Des perturbations sont néanmoins à attendre comme la coupure de certains chemins de randonnée, la perturbation de certains sites de pêche, la suppression du port de plaisance de Moislains, la perte de surface de terrain de chasse en plaine et la coupure de territoires limitant le déplacement du

grand gibier, mais ces effets seront en partie compensés par la création d'un nouveau port de plaisance à Allaines, et par de nouvelles pratiques de pêche suite aux aménagements écologiques (pontons de pêche supplémentaires).

Le CSNE est en revanche perçu comme une opportunité pour le tourisme fluvial. Ainsi, le Département de la Somme a inscrit le CSNE parmi ses 6 projets phares en faveur du tourisme, l'agglomération de la région de Compiègne propose de mettre une péniche à disposition pour faire une maison du canal et le musée de la batellerie à Longueuil Ste Marie sera modernisé. Les paquebots de tourisme, en plein développement, pourront transiter sur le CSNE et pourront être accueillis dans le port de plaisance d'Allaines.

Les ouvrages du CSNE sont également perçus comme des vecteurs potentiels de développement touristique : pont canal de la Somme, écluses, vélo route le long du CSNE.

Les entreprises – La réalisation du CSNE générera plus de 3 milliards d'euros de marchés publics. Ceci constitue un potentiel de croissance considérable pour les entreprises des Hauts de France. Un dispositif spécifique d'accompagnement a été mis en place (Canal Entreprises), pour les sensibiliser et les informer sur les besoins et opportunités du chantier (études, génie civil, terrassement, construction métallique, électromécanique, transport logistique, maintenance, mais aussi services et activités connexes comme l'hébergement, le tourisme, la restauration, l'emploi, la formation, le gardiennage, l'informatique, la maintenance, la sécurité, le transport...). Enfin, des entreprises sont susceptibles de devenir les utilisateurs du canal, dans les domaines de la batellerie, la logistique, l'agriculture, l'agro-industrie, la chimie, les matériaux de construction, la grande distribution, les déchets, la mécanique, la métallurgie etc.

A.2. Les enjeux

Les enjeux en matière de développement territorial sont de :

- Préserver les activités économiques existantes et contribuer au développement économique du territoire,
- S'adapter à l'évolution des besoins des collectivités (communes et EPCI) et autres acteurs situés en bordure du canal,
- Développer des activités touristiques et de loisir,
- Développer l'attractivité de la voie d'eau.

A.3. Les actions et leurs niveaux de performance

Pour répondre à ces enjeux, les actions principales proposées sont

Niveau 1 : Réparer les impacts sur les entreprises existantes ; Faire rayonner le projet au niveau national et international ; Etablir la convention canal Entreprises ; rendre possible d'autres usages que le fret (loisir, tourisme, pêche) ; Recueillir les souhaits et projets de développement économique des CTD ; Financer les projets de catégorie 1 prévus au programme à 100%.

Niveau 2 : Etudier les possibilités offertes dans le cadre des marchés publics, pour que les entreprises locales bénéficient économiquement du projet (allotissement, clauses...) et les mettre en œuvre ; Accueillir les entreprises et leurs salariés (procédure Grand chantier) ; conserver les potentialités de développement de nouveaux projets (pistes cyclables, passerelle, quai etc.) par des collectivités ou des privés ; Mettre en œuvre les projets de territoires (issus des CTD) de catégories 2 et 3 : modifications éventuelles du programme et mesures conservatoires

Niveau 3 : Communiquer auprès des entreprises locales dans le cadre de la démarche grand chantier ; Mettre en place des formations pour les PME pour leur permettre d'accéder aux marchés, dans le cadre de Canal Entreprises ; Elaborer une stratégie de mise en tourisme du CSNE ; Conseiller, le cas échéant (appui technique), les porteurs de projet issus des CTD, de catégories 3 et 4 pour rechercher des financements extérieurs au CSNE.